



Une année pleine de bonnes nouvelles pour le Togo

republicoftogo.com

N°064 | Lundi 19 février 2024 | PRIX DE VENTE : 300 F CFA

# IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE

## POLITIQUE

# Législatives et régionales : Les grands enjeux

P. 3



## ACTUALITÉ

### Robert Dussey a participé à la Conférence de Munich sur la sécurité

P. 2



## ECO & FINANCE

### BOA TOGO

P. 5

### Cyprien, premier client de l'agence de Wuiti



## IDÉES

### Accents graves sur le logement africain

P. 2



## ECO & FINANCE

### AUTONOMISATION DES FEMMES La BOAD rejoint le conseil de gouvernance du fonds « La Franco- phonie avec Elles »

P. 5



## ECO & FINANCE

### Risk Management à Deauville : le Togo présent

P. 6



## LITTÉRATURE

### Il était une fois la déséconomie: Jonas Daou, la lettre et l'esprit

P. 7



# Accents graves sur le logement africain

*Solutionner les problèmes du logement en Afrique revient à tenter d'apporter des réponses systémiques à des défis systémiques en mobilisant des moyens non moins systémiques. Car une issue se cache peut-être dans la maîtrise de l'offre, de la qualité et des coûts des logements fournis dans le continuum de l'habitat informel.*



Dr Beaugrain Doumougue

## Primo, l'aspect économique

Il est essentiel pour les Etats et leurs partenaires techniques et financiers, de dresser un bilan sectoriel complet du logement afin de recueillir les données sur l'évolution de la demande, sur base d'un certain nombre d'indicateurs à penser dans une logique de benchmarking des bonnes pratiques. Ces études sur le logement seraient nécessaires pour alimenter les politiques publiques en la matière, en veillant à arrimer les visions d'urbanisme et d'aménagement du territoire avec celles du logement ; tout en marquant un accent particulier sur un ciblage davantage ouvert aux couches à faibles revenus.

Une coopération devrait également être instaurée avec les banques commerciales et organismes de financements divers pour définir des schémas d'octroi de crédits, dont l'accès reste limité pour les particuliers et promoteurs immobiliers, notamment en raison de l'insécurité foncière ; ce qui impacte significativement le concours du secteur logement

à l'économie des pays africains. Là semble être le nœud principal de toute démarche de maîtrise des enjeux croissants du secteur logement en Afrique. Il pourrait, en effet, être envisagé des approches innovantes pour résoudre le problème de surpeuplement lié aux manques de logements alors que d'après l'économiste Simon Walley, l'Afrique connaît une demande annuelle de plus de 5 millions de logements, à partir de 2020. Une fois cet acquis mobilisé, il faudrait s'atteler à assainir la donne immobilière, rassurer des investisseurs et attirer des capitaux en tablant sur les bénéfices de la digitalisation des procédures de base, pour instaurer un climat réel de confiance pour tous les acteurs, fluidifier le marché immobilier, et attirer ou générer des champions africains du financement hypothécaire. Ensuite, il faudra lancer, de concert avec les partenaires techniques et financiers, des programmes ambitieux de construction de logements, adaptés au pouvoir d'achat des ménages selon des mo-

dèles simples et standardisés. L'Afrique en a si besoin qu'il est temps d'injecter une dimension nouvelle de projets pour porter cet idéal.

## Secundo, le volet social

L'usage de matériaux locaux et durables est important pour réduire considérablement le coût unitaire du logement ainsi que son empreinte carbone tout en améliorant sa performance énergétique. Le logement est un territoire sérieux de promotion des innovations. Il ne faut donc pas négliger l'apport des ONG et coopératives qui se forment, çà et là, dans le but de concourir de façon solidaire à l'émergence de constructions « en dur » pour les moins nantis ; constructions dont l'accumulation pourra ainsi favoriser le développement économique et l'intégration urbaine.

Les effets sociaux à attendre de ces efforts n'en seraient pas moins importants, car en effet, au-delà de protéger ceux qu'il abrite, le logement décent contribue énormément à l'amélioration de leur santé et parti-

cipe à l'éducation des enfants. Favorisant l'aération de l'agenda des femmes, il leur ouvre la voie d'un investissement plus poussé sur le marché du travail. Plus loin encore et de façon latente, le logement et son environnement influent sur l'identité et l'estime de soi de ses occupants.

Selon Martin J. Murray, « en règle générale, les paramètres primaires d'inclusion sociale dans la vie urbaine sont un travail régulier et un revenu stable, la possibilité d'obtenir un logement résidentiel légal et l'accès à l'infrastructure physique et aux services sociaux de base [...] qui confèrent aux habitants une place légitime dans la ville ». Pour promouvoir le logement formel en périphérie des villes, en lieu et place des bidonvilles, il est impératif de légaliser et d'améliorer la situation résidentielle existante. Pour un faire ville plus que jamais indissociable du faire société.

## Tertio, quelques points d'attention

Il apparaît donc paradoxal que les environnements urbains peu pratiques, coûteux et non viables se perpétuent lorsque l'on cherche, comme dans le cas de l'Afrique du Sud, à résoudre le problème en se concentrant sur une accession à la propriété planifiée plutôt que sur la légalisation et l'amélioration des logements. En effet, il serait illusoire de travailler à garantir une réelle inclusion sociale en maintenant les considérations spatiales en périphérie de la

démarche. Il faut alors adopter, guider de façon réaliste, et réguler le logement locatif de forme entrepreneuriale de manière à éviter la formation de bidonvilles.

Les pays du Sud doivent absolument mettre à profit l'esprit d'entreprise local pour construire la ville et loger les 2 milliards d'habitants de taudis supplémentaires attendus d'ici 2030. Dans de nombreuses villes, les pouvoirs publics ont contribué à ériger des obstacles ethniques, raciaux ou fondés sur la citoyenneté au sein de leur marché du logement. Ces obstacles doivent être rapidement identifiés et levés, afin d'éviter que l'exclusion sociale sape les gains d'une production accrue de logements.

Il est désormais vital de regarder, décrire ou décrier l'émergence des villes et classes moyennes africaines, non plus seulement en termes de dépenses discrétionnaires et de potentiel de consommation marchande mais par l'accession à la propriété et l'investissement dans la stabilité économique qui en découle. A ce stade, un cap important sera franchi. Mais pour y arriver, il nous faut opter massivement pour l'art des causes irréductibles, avant d'embrasser la science des effets. Le foncier doit donc être scruté en profondeur. Afin que nul n'en soit dépourvu.

**Dr Beaugrain Doumougue**  
Président chez Construire pour demain

## Robert Dussey a participé à la Conférence de Munich sur la sécurité



Robert Dussey lors d'une rencontre bilatérale à Munich

**L**e Togo, représenté par son ministre des affaires étrangères, Prof. Robert Dussey, a pris part du 16 au 17 février en Allemagne, à la Conférence de Munich sur la sécurité (MSC). Cet événement annuel, qui en est à sa 60ème édition, a réuni en Bavière près de 200 hauts responsables parmi lesquels l'élite de la géopolitique, de la diplomatie, des experts en défense et sécurité, ainsi que divers acteurs, autour des questions de sécurité internationale (guerres et ter-

rorisme, entre autres). Durant deux jours, plusieurs sujets d'actualité ont été évoqués, sur fond de guerre russo-ukrainienne, de conflit israélo-palestinien, ou encore de crise migratoire. L'an dernier, le chef de la diplomatie togolaise était intervenu lors d'un panel sur la situation au Sahel. En marge des activités, le ministre Dussey a participé à plusieurs rencontres bilatérales.

Avec [republiquetogolaise.com](http://republiquetogolaise.com)

# Législatives et régionales : Les grands enjeux

Paul Amegakpo, expert en bonne gouvernance et président de l'Institut Tamberma pour la Gouvernance, décrypte pour Imagine Demain, quelques enjeux liés au double scrutin du samedi 13 avril prochain.



Paul Amegakpo

Fin du suspens. Les élections législatives et régionales auront lieu le 13 avril. Certes, le Togo a une tradition d'organisation des élections politiques. Mais c'est la première fois que se tiendront les élections régionales et leur couplage avec les législatives. Mais quels sont les enjeux de ce double scrutin ?

Ces élections devraient se révéler plus inclusives, car contrairement aux législatives de 2018, le prochain scrutin ne sera pas boycotté par une frange importante de l'opposition politique. « Ce double scrutin promet d'être compétitif », souligne Paul Amegakpo. « Effectivement, la quasi-totalité des acteurs politiques a clamé sa volonté d'observer un boycott zéro de ces élections ».

« Seule la DMK (Dynamique Monseigneur Kpodzro), fragilisée depuis sa scission avec ce qui est devenue la Dynamique de la Majorité du Peuple (DMP), pose encore des préalables intangibles à satisfaire par les autorités avant leur participation à ce double scrutin », ajoute le politologue pour qui, « l'inclusion des principaux acteurs politiques et des personnes indépendantes dans ces élections constitueraient un baromètre de leur légitimité ».

Les citoyens qui sont les seuls à détenir la souveraineté nationale sont invités, au travers des élections, à déléguer une partie

de leur souveraineté à des représentants désignés par vote. « Il faut donc que le choix de chaque citoyen soit libre et basé sur un consentement éclairé. Pour que le choix du citoyen soit libre et responsable, il faut qu'il soit bien informé sur la portée de ces élections législatives et régionales, l'impact qu'elles auront sur ses conditions de vie et le bien-être collectif, le processus de vote, le projet de société des candidats, etc. Il faut donc qu'un accent particulier soit mis sur l'éducation civique et électorale avant, pendant et après ce double scrutin ».

Les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap pourront-elles se présenter dans la compétition ? Les élections locales et régionales représentent autant d'opportunités inédites pour accroître la participation et la représentativité des femmes, des jeunes et des couches marginalisées. Pour M. Amegakpo, « le gouvernement sera apprécié sur sa capacité à faire appliquer l'article 220 alinéa 4 du Code électoral qui érige la règle de parité homme-femme sur les listes de candidature pour les élections législatives. Vu les mesures incitatives prévues dans la loi sur le financement public des partis politiques et des campagnes électorales octroyant 30% de ce financement au prorata du nombre de femmes élues sur les listes des candidats aux lé-

gislatives et aux locales, les différents candidats, qu'ils soient partisans ou indépendants, sont invités à promouvoir massivement les candidatures féminines et faire de la jeunesse le fer de lance de leur victoire électorale.».

Un autre enjeu pour ces élections sera celui de la sécurité des populations, des candidats et des opérations électorales. Le Togo fait face à des menaces sécuritaires, depuis plus de deux ans maintenant, surtout l'extrême nord du pays, auxquelles le président de la République Faure Gnassingbé et son gouvernement apportent une stratégie de riposte en trois phases : préventive, défensive et offensive. Aussi, « la création de la Force Sécurité Elections Législatives et Régionales de 2024 permet d'assurer un déroulement dans la quiétude du processus électoral. Pour optimiser les chances d'organisations apaisées et sans violences de ces scrutins, toutes les parties prenantes doivent adhérer au principe de la non-violence et opérer pour des voies légales dans les réclamations et le règlement des différends électoraux avant, pendant et après ce double scrutin », souhaite M. Amegakpo. La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) en conclave, mi-février à Kpalimé, veillera cette fois-ci, encore, à éviter les discours haineux.

## Les défis logistiques d'un double scrutin

Cette année, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) aura une tâche cruciale dans la gestion de la logistique de ce double scrutin qui, comme tout autre, devra



illustration : republicoftogo.com

répondre à l'impératif de garantir la liberté et le secret du vote des citoyens. Vu que les législatives seront cumulées aux régionales, la CENI fera face à un défi de gestion du temps de vote et aussi une augmentation du matériel sensible des élections. Les isolements, les urnes, les bulletins de vote, les fiches de résultats, seront doublés. « La CENI ne doit ménager aucun effort, en collaboration avec l'administration publique, pour offrir une logistique électorale à la hauteur de cette opération inédite au Togo. Il faut aussi une meilleure formation des agents électoraux dans les bureaux de vote et au niveau des Commission Electorale Locale Indépendantes (CELI) et de la CENI pour une gestion professionnelle de ces opérations électorales », estime M. Amegakpo.

Dans un pays où des élections ont, part le passé, été contestées, la confiance des acteurs dans le processus se repose sur la transparence, le dialogue et la recherche permanente de consensus politique. Paul Amegakpo souligne alors que la transparence appelle au respect stricto sensu de la loi électorale et les différentes mesures réglementaires prises pour régir ces élections. Il explique que le dialogue et la recherche de consensus politique seront in-

dispensables dans la mesure où la loi pourrait manquer de tout prévoir qu'il faudrait faire appel au bon sens et à l'esprit de fair-play politique des acteurs pour trouver des solutions à certaines problématiques qui pourraient surgir dans le processus électoral.

« En plus des travaux du Cadre Permanent de Concertation (CPC) qu'on souhaite encore plus inclusif pour régler les questions d'ordre éminemment politique, il faudrait prévoir un « forum inter-parties » de partage d'information et de propositions d'action d'amélioration du processus électoral. Ce forum regrouperait les partis politiques et les candidats indépendants, la société civile, les médias, les autorités administratives, les juridictions concernées par les élections et les partenaires internationaux pour une gestion concertée de ces élections », propose le président de l'Institut Tamberma pour la Gouvernance qui rappelle que « l'observation citoyenne par la société civile permettra de faire des plaidoyers pour une amélioration des opérations électorales et contribuer à renforcer l'adhésion des citoyens dans ce processus ».

Joseph Mensah-Boboe



**IMAGINE DEMAIN**

Bimensuel togolais d'information générale

Révisé N° 0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

**Directeur Général**

**Tété B. MENSAH-BOBOE**

boboesejoseph@gmail.com

Tel : (+228) 79483748 / 93231786

**Média-consultant:**

Jean-François Pollet

**Directeur de publication**

**ANIKA Koffi Amen**

Tél : +228 91024439

**Comité de Rédaction:**

Joseph Mensah-Boboe

Gilles Lawson

**Service commercial:**

(+228) 70353590 /

93231786 / 79483748

**Mise en page**

A. Maxime +228 91 08 91 02

**Imprimerie**

Light Print, Qt Forever  
1000 exemplaires)

**Distribution**

DAMALI Kossi

**Contacts**

Avepozo Ibomonou

Tél: (+228) 70353590 / 93231786

# «Rôbalôtô», ces « poubelles intelligentes » dans des écoles au Togo

« Chaque jour, environ 800 tonnes de déchets plastiques sont générées dans les écoles au Togo, alors que seulement 1% de ces plastiques sont recyclés », informe Aymane Gbadamassi.

Depuis 2017, ce jeune entrepreneur social et son équipe proposent une solution à travers leur projet Rôbalôtô, qui signifie en Ewe « collecteur de sachets plastiques ». Déjà réalisée dans une quinzaine d'écoles à Lomé, l'initiative fait doter les établissements scolaires des « poubelles connectées » et des « clubs environnement ».

Chaque poubelle connectée est équipée de capteurs et d'applications qui permettent, non seulement, de collecter les dé-

chets plastiques, mais également de collecter les données sur leur utilisation. « Nous essayons de comprendre, dans un établissement scolaire, quelle est la fréquence de remplissage de la poubelle en vue de prévenir le débordement, quel est le type de déchet plastique le plus produit ? Si ce sont des sachets d'eau minérale communément appelés « pure water », nous pouvons proposer comme alternative aux élèves de venir avec des gourdes écologiques », explique M. Gbadamassi.

« Rôbalôtô est né du constat qu'il y a beaucoup de déchets plastiques qui sont produits dans les écoles au Togo et qui impactent la santé, l'environnement, l'économie. Nous avons donc mis sur

pied une initiative qui permet non seulement d'éduquer les élèves, mais d'équiper les écoles d'outils pour une meilleure gestion de leurs déchets plastiques », poursuit-il.

Les déchets, une fois collectés, sont triés. « Nous apprenons aux élèves, membres du club environnement, à faire le tri », révèle le promoteur du projet. Les déchets plastiques collectés sont valorisés par la revente des matériaux issus de ces déchets. « Notre produit phare est le Robanou Kpete, entièrement fabriqué à base de déchets plastiques, notamment les sachets d'eau communément appelés sachets de pure water. Avec ces sachets, nous fabriquons un film photovoltaïque dans lequel on



Installation d'une poubelle et d'un club environnement au collège Kouvahey à Lomé

peut intégrer une batterie solaire. Un élève, en milieu rural, peut exposer ce film au soleil alors qu'il est en train d'étudier. La batterie solaire peut alors se charger pour alimenter la nuit, une lampe ou un téléphone ou tout ce qui peut lui permettre d'avoir la lumière ».

Aymane Gbadamassi se réjouit du fait que leurs efforts de collecte « ont permis de retirer et de traiter plus de 100 tonnes de déchets plastiques, avec un taux de recyclage dépassant les 68%, contribuant ainsi à la réduction significative de la pollutio plas-

tique dans notre communauté. ». « Notre récent partenariat avec le ministère des Enseignements Primaire et Secondaire nous autorisant à déployer le programme sur toute l'étendue du territoire va conduire à la création de 350 nouveaux clubs environnement d'ici à 2027, et ainsi inspirer des millions de citoyens écoresponsables », conclut-il.

Gilles Lawson



## COMMUNIQUE DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES Relatif à la perception de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) des Transporteurs Routiers

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des contribuables soumis au paiement de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) des Transporteurs Routiers communément appelée « trimestre » que la perception de ladite taxe au titre du quatrième trimestre 2023 se poursuit conformément aux dispositions de l'article 57 du Livre des Procédures Fiscales.

Les contrôles du paiement de ladite taxe débutent pour compter du 01 février 2024 sur toute l'étendue du territoire national.

Le Commissaire Général compte sur la collaboration et le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 19 janvier 2024

Le Commissaire Général

Signe

Philippe Kokou B. TCHODIE



## IMMATRICULATION FISCALE DES PARTICULIERS.

Simplifiez vos démarches en quelques clics.  
Désormais, créez votre NIF en ligne.

<https://nif.otr.tg>

Gratuit - Rapide - Efficace



+228 90 99 41 01

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg



## BOA-TOGO

## Cyprien, premier client de l'agence de Wuiti

BANK OF AFRICA-TOGO dispose d'une nouvelle agence. Située à Lomé, dans la commune du golfe 2, précisément dans le quartier Wuiti, elle est en face du siège de la cour des Comptes. « L'ouverture de cette nouvelle agence s'inscrit dans le cadre de l'expansion de notre réseau, de notre engagement à être toujours plus proche de notre clientèle », rassure Youssef Ibrahim, directeur général de BANK OF AFRICA-TOGO. Il précise :

« Nous sommes résolument engagés à déployer davantage notre réseau sur l'ensemble du territoire ».

L'agence BOA-TOGO- Wuiti garantit un cadre agréable à ses clients. Elle regroupe un « espace business », un « espace élite », un espace dédié aux particuliers et deux guichets automatiques.

La nouvelle agence dispose de quatre caisses pour les opérations et comprend des bureaux

à l'étage. Huit agents chargés de la clientèle et cinq autres chargés des opérations de caisse ont pour mission de servir la clientèle à la hauteur de ses exigences.

Cette agence a été inaugurée, jeudi 8 février, lors d'une cérémonie solennelle à laquelle d'éminentes personnalités administratives, locales et traditionnelles étaient invitées.

« L'agence est à usage pour tout le monde, puisque nous avons aussi facilité l'accès aux personnes handicapées », a souligné M. Ibrahim.

En marge de l'inauguration, la direction générale de la BOA-TOGO a saisi l'occasion pour témoigner son engagement en faveur de la culture et de l'excellence, en honorant le cinéaste Atavi-g Amedegnato, alias Cyprien, acteur principal d'une web-série dénommée « AHOÉ », qui remporte un certain succès dans le pays. Ce der-

nier a bénéficié d'un voyage entièrement pris en charge pour assister à la finale de la Coupe d'Afrique des Nations 2023 qui s'est déroulée le 11 février à Abidjan. Il ouvre un compte à BOA-TOGO et devient ainsi le premier client de la nouvelle agence à Wuiti.

« Je suis ravi de participer à une telle initiative qui contribue au développement économique. Je tiens à remercier BOA-TOGO pour l'ouverture de cette agence qui nous facilitera un service de proximité pour réaliser nos opérations », a déclaré l'acteur Cyprien.

Le maire de la commune du Golfe 2, Dr. James Amaglo, a également félicité M. Ibrahim et ses équipes pour leur engagement en faveur de la jeunesse togolaise et leur contribution à la promotion des petites et moyennes entreprises.

Ouverte au public en octobre 2013, BANK OF AFRICA - TOGO



L'immeuble qui abrite l'agence BOA-TOGO- Wuiti



La coupure du ruban symbolique. De gauche à droite. Cyprien (1er client de l'agence Wuiti), Youssef Ibrahim (DG BOA-TOGO), Mme Amedjogbé (tère cliente de la BOA-TOGO).

propose une gamme de produits riche et variée, destinée à couvrir le plus largement possible la demande de sa clientèle, tant particuliers qu'entreprises, et notamment des crédits adap-

tés à tous les événements de la vie, une offre monétique tant privative qu'internationale, des services d'E-banking.

Amen LeSaint

## AUTONOMISATION DES FEMMES :

## La BOAD rejoint le conseil de gouvernance du fonds « La Francophonie avec Elles »

Serge Ekue, président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), a marqué l'adhésion de son institution au conseil de gouvernance du Fonds « La Francophonie avec Elles », le 1<sup>er</sup> février à Paris. Cette adhésion témoigne de l'engagement de la BOAD en faveur de l'autonomisation économique des femmes, un domaine dans lequel elle a déjà brillé avec la mise en œuvre réussie de 216 projets financés.



Le président de la BOAD, a été accueilli avec enthousiasme au sein du conseil de gouvernance du fonds « La Francophonie avec Elles », lors de sa réunion à Paris en France le 1<sup>er</sup> février 2024. Cette no-

mination souligne la reconnaissance internationale du rôle crucial de la BOAD dans la promotion de l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest.

La BOAD a été invitée à re-

joindre ce conseil en raison de son expertise et de son engagement envers l'inclusion financière et l'égalité des sexes.

Au cours du conseil, les résultats impressionnants de la BOAD ont été mis en lumière, notamment ses efforts pour financer 216 projets visant à autonomiser économiquement les femmes dans la région.

Ces projets ont eu un impact significatif sur les communautés locales, en créant des opportunités d'emploi, en renforçant

les capacités entrepreneuriales et en favorisant l'accès aux services financiers pour les femmes.

La participation de la BOAD au conseil de gouvernance du fonds « La Francophonie avec Elles » offre une plateforme supplémentaire pour renforcer ces initiatives et promouvoir l'autonomisation économique des femmes à une échelle plus large.

L'objectif du fonds tient en une idée forte : soutenir des actions

de terrain qui renforcent l'autonomie économique et sociale des femmes et des filles dans une perspective de développement durable. Cette mission noble se concrétise chaque année par des projets qui apportent un véritable changement dans la vie des femmes et qui contribuent à la croissance économique de leurs communautés.

ID avec vert-togo.tg

La BOAD accueillera du 26 au 28 février 2024, la réunion du Sherpa de l'IDFC (International Development Finance Club) qui se tiendra à Lomé au Togo.

Cette rencontre réunira les représentants des 26 institutions membres du Club, chargés de préparer la feuille de route de l'IDFC.

Pour rappel,

- La BOAD est membre de l'IDFC depuis 10 ans. Des années au cours desquelles elle a contribué à l'engagement et aux ambitions du Club.
- Le Président de la BOAD, M. Serge EKUE a été élu coprésident de l'IDFC, au cours de la réunion annuelle du Club, le 15 octobre 2023 à Marrakech, au Maroc.

IDFC Sherpa Meeting  
Hosted by BOAD

February 26<sup>th</sup> to 28<sup>th</sup> 2024  
Lomé, Togo

International  
Development  
Finance Club



# Risk Management à Deauville : le Togo présent

L'Association pour le management des risques et des assurances au Togo a participé à des rencontres sur les questions de financement des risques en francophonie ainsi que l'état du marché des assurances en Afrique.



Khalid Yacoubou-Boukari lors de la présentation de son association à Deauville

Depuis fin décembre, des gestionnaires de risques du Togo se sont constitués en « Association pour le management des risques et des assurances au Togo » (AMRAT). Du 7 au 9 février, le promoteur et président de l'association, Khalid Yacoubou-Boukari, fut invité par le club Francorisk à participer à Deauville en France, aux 31<sup>e</sup> Rencontres Internationales du Risk management organisées par l'Association pour le Management des Risques et Assurances de l'Entreprise (AMRAE).

Le club Francorisk, club qui rassemble des organisations du management des risques et des assurances dans l'espace francophone, a tenu, en marge des rencontres, la onzième édition de la Convention de la francophonie organisée sur le thème : « financement des risques dans le monde francophone à l'heure des grandes catastrophes naturelles ».

Lors des échanges, les participants ont mis en exergue l'exemple du gouvernement marocain, qui, face à la nécessité de couvrir les risques de catastrophes naturelles, en particulier aux personnes, a mis en place un fonds de solidarité contre les événements catastrophiques.

Toutefois, ils soulignent que l'ampleur et la fréquence de ces événements, d'ailleurs survenus récemment au Maroc et en Libye, ne peuvent être prises en charge exclusivement par les États et les assureurs. Alors, « quelles réflexions et quelles solutions envisagées ? » ont fait

l'objet des échanges.

Au cours des rencontres, l'« AMRAT » du Togo et le club congolais des Risk managers ont solennellement rejoint le club Francorisk. « Les associations locales membres du club Francorisk sont une véritable richesse en termes d'expériences, d'expertises, de relationnels, mais surtout de relais pour les activités du club Francorisk dans l'espace francophone », soulignent les responsables du club.

L'un des temps forts de ces rencontres fut un déjeuner de la Francophonie, tenu le 8 février, avec comme invité d'honneur, Etienne Giros, Président du CIAN (Conseil français des investisseurs en Afrique). Cette occasion a permis des échanges enrichissants sur les enjeux économiques et financiers en Afrique francophone.

« J'ai eu l'occasion d'échanger avec Olivier WILD, président de l'AMRAE, qui prête une attention particulière au dynamisme des associations africaines du Risk management, portées par le Club Francorisk. Nous avons également discuté de l'actualité de la politique africaine de la France en Afrique et des travaux du CIAN visant à faire évoluer la perception par les entreprises françaises des risques et opportunités en Afrique. Je tiens par ailleurs à remercier les intervenants et les membres du Club Francorisk, notamment son président, Gilbert Canameras, pour ces moments exceptionnels », a confié M. Khalid Yacoubou-Boukari.

L'AMRAT a pour objectifs de contribuer à la promotion de la fonction de risk-manager,

gestionnaire de risques et d'assurances. Elle veut aussi développer les méthodes de management des risques et des assurances des organisations publiques ou privées au moyen de toute proposition dans ce domaine, favoriser l'échange d'information et d'expérience entre ses membres, dans le respect des obligations et du droit de la concurrence que leur impose leur fonction, contribuer à l'évolution des méthodologies de gestion des risques et aider les risk-managers à acquérir ou à améliorer une expertise métier répondant aux standards nationaux et internationaux les plus exigeants.

Dans une organisation, le risk-manager, assume tout ou partie du risk management qui regroupe des activités que sont : l'appréciation du risque, à savoir l'identification, l'analyse et l'évaluation du risque, la maîtrise des risques (en fonction des critères de risques retenus), la diffusion de la culture du risque, le financement des risques en accord avec la politique de management des risques, la gestion des événements non assurés et non assurables, la gestion des sinistres, de crise.

L'AMRAT prépare des rencontres autour du risk management, en octobre 2024 à Lomé avec le Club Francorisk, en vue d'approfondir aussi des relations entre les deux associations, a annoncé M. Yacoubou-Boukari.

Emile Credo Essessi

## Un monde de Com !

### ENTRE RÉCIT ENCHANTÉ ET DISCRÈTE MÉLODIE : L'art de la communication à travers le «brand content» et le «placement de produit»

Par Cyrille Djami, consultant en communication stratégique et d'influence

La communication va bien au-delà de simples messages publicitaires; elle englobe la création d'un lien émotionnel et mémorable. Deux acteurs clés dans cette danse complexe sont le «brand content» et le «placement de produit». En plongeant dans les subtilités de ces stratégies, nous découvrons une véritable alchimie qui transcende le simple marketing pour devenir un art de la communication. Explorons ces nuances en examinant la vie réelle et l'actualité pour saisir la profondeur de cette conversation subtile.

#### Brand Content : Un Récit Enchanté

Le «brand content» se présente comme un conteur magistral, élevant la communication au rang d'art narratif. Prenons l'exemple de la campagne «Share a Coke» de Coca-Cola (une campagne marketing multinationale lancée en 2014, qui avait pour but de démarquer le logo traditionnel de Coke, en remplaçant «Coca-Cola» d'un côté d'une bouteille par la phrase «Partagez un Coke avec» suivie du nom d'une personne). Au lieu de simplement promouvoir le produit, la marque a créé une expérience personnelle en imprimant des prénoms sur les canettes. Cela va au-delà de la simple consommation, créant une connexion émotionnelle en invitant les consommateurs à partager un moment personnalisé.

#### Placement de Produit : Une Mélodie Discrète

Dans l'univers cinématographique, le «placement de produit» se manifeste de manière subtile mais puissante. Prenez le film «Le diable s'habille en Prada» où les marques de luxe s'intègrent naturellement dans l'univers de la mode du film. Les sacs, les vêtements et les accessoires deviennent des éléments du récit, renforçant l'immersion sans crier la publicité. C'est une symphonie discrète, où les produits jouent un rôle sans éclipser l'histoire.



#### La Convergence : L'Exemple d'Apple

La magie opère lorsque le «brand content» et le «placement de produit» convergent. Prenons Apple, par exemple. Leurs publicités (brand content) ne se limitent pas à présenter des fonctionnalités, mais racontent des histoires d'innovation et de créativité. Ces récits se prolongent naturellement dans les films et émissions où les produits Apple deviennent des acteurs organiques de l'intrigue. C'est une communication fluide, où le récit de la marque transcende les frontières des médias.

Pour approfondir l'exemple d'Apple, examinons leur dernière campagne mettant en scène une visite de dame nature dans leurs locaux pour vérifier leur engagement pris en 2020 de réduire à zéro leur empreinte carbone d'ici 2030. Cette campagne, lancée cette année juste avant les nouveaux produits phares, l'Apple Watch Series 9 et l'iPhone 15, démontre une intégration habile du «brand content» et du «placement de produit». La promesse écologique devient une partie intégrante du récit global de la marque, insufflant une dimension plus profonde à l'expérience du consommateur.

Pour conclure, la communication émerge comme une véritable œuvre d'art lorsque le «brand content» et le «placement de produit» se marient avec grâce. Les exemples de la vie réelle démontrent que la puissance réside dans la subtilité, où les marques deviennent des conteurs et des compositeurs, façonnant des expériences au lieu de simples transactions. Dans l'Afrique dynamique d'aujourd'hui, cette approche artistique peut être le trait d'union entre les marques et leur public, créant des récits mémorables qui résistent au passage du temps.

# Il était une fois la déséconomie : Jonas Daou, la lettre et l'esprit

Fin 2019, un mal qui trouve son origine dans un marché à Wuhan (Chine) sévit à des milliers de kilomètres de l'Afrique. L'information passe inaperçue, tant l'on voyait cela lointain d'autant plus que ce n'était pas la première fois que de telles informations sur une épidémie vite circonscrite dans le pays de Mao Tsé-toung nous parvenaient.

Mars 2020, ce qui n'était qu'une réalité vue de loin, une affaire des Chinois devient une préoccupation mondiale. Deux synonymes pendent désormais sur les lèvres de toute l'humanité, partant des experts au plus profane en la matière : Covid-19 et Coronavirus.

Après moult tâtonnements, l'Organisation Mondiale de la Santé se décide à déclarer l'état de crise sanitaire planétaire. Le monde est confronté à la pandémie du coronavirus et tous les pays mobilisent leurs troupes. Comme l'a plusieurs fois martelé le Président Macron dans ses interventions, « la guerre » s'est imposée à tous, un conflit qui oppose la terre toute entière à un ennemi invisible, capable de surpasser la fermeture des frontières, les confinements, dé-confinements et re-confinements.

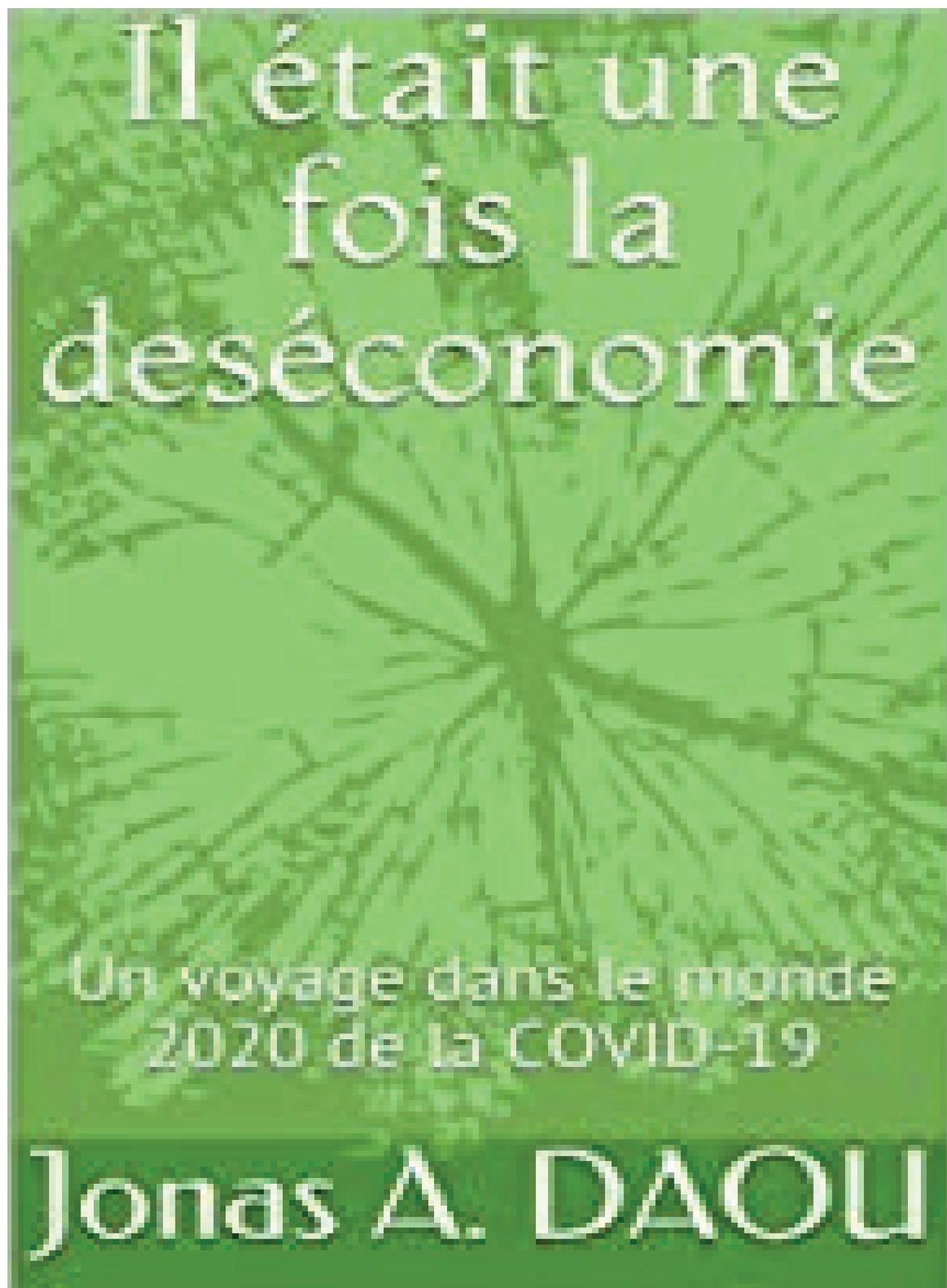
Le monde fait face à deux réalités nouvelles avec leurs lots de conséquences : une crise sanitaire d'un type nouveau pour les médecins, épidémiologistes et autres scientifiques et une crise économique liée à une récession d'un genre nouveau. Le Coronavirus entraîne tout simplement les humains dans ce que Jonas A. Daou appelle « la déséconomie ».

Dans son ouvrage publié en 2020, au plus fort temps d'incertitude, alors même que les uns et les autres tentaient de comprendre ce qui se passait et que, sur les réseaux sociaux les informations les plus fausses, jamais véhiculées rivalisaient avec terreur et consternation, l'écrivain et homme d'affaires togolais invite à un voyage dans le monde de ce qu'il convient de qualifier de pire « cauchemar du 21ème siècle ».

Jonas Daou analyse la situation qui a prévalu dans le monde. Les mesures qui ont été prises et qui ont été répliquées un peu partout, comme s'il s'agis-

sait d'une autre pandémie qui s'emparait des gouvernements. Des mesures prises sans vraiment savoir si elles étaient réellement efficaces. Il s'interroge sur cette capacité qu'a le Coronavirus à réduire à néant la vie en société si chère aux humains, surtout en Afrique. D'un pays à un autre, l'on a assisté à la fermeture des restaurants, des lieux de cultes, des stades, des lieux de spectacles, etc. Les avions ont été cloués au sol. Jamais il n'a fait aussi beau dans le ciel. Comme dans un mauvais rêve, le monde, d'un coup, n'était plus un village planétaire. L'on découvre, comme par enchantement, que l'on pouvait rester chez soi et travailler, tenir des réunions sans que son entreprise ne parte à la dérive. La nature respire. Enfin !

Le Covid-19 ou la Covid-19 (sacré virus ! Elle a même eu le mérite de faire douter l'académie française), rappelle à ceux et celles qui l'ont oublié ou presque, ce que Jonas Daou décrit et explique dans son livre et qui peut être résumé par la célèbre formule de Charles de Gaulle « les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ». En effet, de la Chine aux Etats-Unis en passant par la France, la Russie et bien d'autres pays, l'on a été spectateur de la bataille livrée dans le cadre de ce qu'il convient d'appeler la diplomatie sanitaire et principalement celle des masques ou mieux, la guerre des masques. L'on a également assisté à cette course au leadership et à l'égoïsme vaccinaux lorsque l'on a vu des Etats les plus nantis concentrer plus de doses que nécessaire tandis que d'autres pays, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, etc... peinaient encore à mobiliser le plus petit échantillon de pfizer, Johnson & Johnson, Coronavac ou encore d'AstraZeneca. Mais, quoi qu'il en soit, grands, puissants ou petits Etats, le Coronavirus s'est joué de tous. Un peu comme un Sadio Mané qui vient de remporter, pour la joie de ses compatriotes, la Coupe d'Afrique des Nations, le virus s'est joué de tout le monde. Combien de fois n'avons-nous pas cru voir le bout du tunnel ? Un peu comme dans un jeu de cache-cache, il mue chaque fois qu'une avancée scientifique de-



vant permettre de venir à bout de la pandémie est annoncée.

Au final, une seule question, qui a le mérite de faire l'unanimité, partout dans le monde, taraude l'esprit des humains : « A quand la fin et, à la fin, à quoi ressemblera le monde » ?

A cette question et, pour clore notre analyse sur ce passionnant ouvrage, je nous invite à la prophétie de l'auteur : « le monde post-Covid va ressembler longtemps à celui que l'on connaît, mais il va connaître des bouleversements et des mutations profonds qui vont le trans-

former progressivement. La déséconomie va prendre possession des rapports humains et va s'accélérer avec les paradigmes qui sont nés de l'économie et qui l'ont conduite à son apogée : la globalisation et la dématérialisation des activités ».

**Steve BODJONA**

Diplomate & Ecrivain  
Président du Club Le Littéraire

« Il était une fois la déséconomie : un voyage dans le monde 2020 de la COVID-19 » de Jonas A. DAOU, autoédition, septembre 2020, 159 pages, 6 500 FCFA.

Du même auteur :  
Développons-nous...enfin ! (essai), les éditions du Panthéon, mars 2016  
L'autre coupable (roman), Editions l' Harmattan, janvier 2018



**CECI N'EST PAS UN  
SIMPLE PICK-UP, C'EST UN**

**DMAX**



Tél: +228 22 61 27 76 / 77 / 78  
Mob: +228 93 25 96 96

